

# Mexique, Amérique latine et Amériques face à la métropolisation et à la mondialisation

## Réflexions sur la permanence des cadres de l'analyse géographique.

par Jérôme MONNET\*

### COMMENT RENDRE COMPTE DES DIMENSIONS FLUIDES ET FLOUES DES ORGANISATIONS DE L'ESPACE ?

La question de savoir «comment les notions et/ou concepts de métropolisation, de mondialisation et de puissance peuvent être utilisés pour l'étude de certains espaces géographiques : Etats-Unis, Allemagne et Europe occidentale, Chine, Mexique et Amérique latine»<sup>1</sup> invite à chercher deux types de réponse. Ou bien on tient pour acquis le cadre qu'imposent ces «espaces géographiques», et l'on se demande alors en quoi ces notions sont pertinentes pour rendre compte de ce qui s'y passe ; ou bien on pose l'hypothèse que les processus que décrivent ces notions ont une portée générale, et on peut alors s'interroger sur la pertinence des cadres géographiques pré-établis pour comprendre les processus à l'œuvre. Ici, je vais adopter la deuxième stratégie, c'est-à-dire que je ne vais pas postuler qu'un État-Nation, comme le Mexique, ou une aire culturelle, comme l'Amérique latine, sont a priori des cadres d'analyse pertinents pour réfléchir aux processus de métropolisation, de mondialisation et de puissance. Au contraire, leur cadre apparaît conceptuellement «troublé» par ces processus.

Pour commencer, explicitons brièvement l'usage opérationnel que l'on peut faire des trois notions

qui renvoient chacune, schématiquement, à une échelle privilégiée d'analyse. La mondialisation et la métropolisation, comme leur nom l'indique, attirent l'attention sur ce qui se passe à l'échelle de la planète d'un côté, et à celle des grandes villes de l'autre ; leur rapprochement interroge sur des corrélations : est-ce que la métropolisation est un moteur ou une conséquence de la mondialisation ? est-ce que cette dernière n'est que la généralisation du processus de métropolisation à toute la planète ? etc. La puissance, quant à elle, est une notion qui se trouve souvent associée à une autre échelle d'analyse, l'État-Nation ; cela invite à compliquer l'interrogation sur les relations entre mondialisation et métropolisation, en se demandant alors à la fois quel rôle peut jouer l'État-Nation dans ces relations et quelles conséquences ces dernières peuvent avoir sur lui.

Ainsi, on peut postuler que la mondialisation et la métropolisation sont plutôt des processus qui contestent la pertinence de l'État comme cadre d'analyse voire d'action et en sapent la «puissance», parce qu'ils se produisent à des échelles qui ne sont ni celles de l'action ni celles de la représentation de l'État (cf. Dollfus 1990, Prévôt-Schapiro & Rivière d'Arc 2001). Ce sont non seulement les échelles spatiales habituelles de l'analyse, mais aussi les échelles temporelles, dont la pertinence se trouve déplacée voire réduite. En effet, l'affaiblissement de l'État-Nation comme échelon

\* Université de Toulouse-Le Mirail / Institut universitaire de France

<sup>1</sup> termes dans lesquels était posée cette question lors de la journée d'étude «Géographie» organisée par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie le 02 décembre 2000 à Paris. L'article reprend des éléments de mon intervention lors de cette journée, ainsi que ceux d'une communication au colloque «*Expansión metropolitana y reestructuración territorial en la región centro de México*» (Cuernavaca, Mexique, 18-1-2001, CRIM-UNAM).

privilegié d'organisation de l'écoumène humain, comme horizon hégémonique de structuration des sociétés et des marchés, correspond non seulement à la diversification des horizons et des acteurs sociaux ou économiques, mais aussi à la multiplication des temporalités dans lesquelles ils s'inscrivent. La temporalité d'un État n'est pas celle de ses structures administratives internes ; celle d'une aire culturelle est distincte de la temporalité des régimes de gouvernement qui s'y déploient ; celles des entreprises ou des ménages se différencient selon leur taille, leur base, leur stratégie, leur culture, etc.

À côté d'une «histoire-géographie» qui pouvait se focaliser sur ces objets aux limites à peu près nettes et aux mutations relativement lentes qu'étaient l'État-Nation et l'aire culturelle, il devient nécessaire d'adopter des cadres d'analyse plus adaptés pour saisir des espaces-temps plus fluides et donc, en conséquence, plus flous à notre regard. Les flux et leur gestion en viennent à prendre une part énorme dans les systèmes productifs, d'approvisionnement et de vente (cf. la remarquable analyse de Lasserre, 2000) comme dans les systèmes administratifs (dont une part croissante se consacre à la gestion des mouvements de personnes et de véhicules à différentes échelles territoriales). Les études récentes sur les régions économiques montrent la nécessaire élasticité des cadres de leur analyse (Benko & Lipietz 2000), ce qui ne veut pas dire que l'on doit abandonner toute rigueur dans l'explicitation des catégories de l'analyse : c'est même au contraire une condition impérative de leur pertinence que de mieux définir ces catégories quand on peut moins délimiter les espaces.

Amérique du nord et Amérique latine sont exemplaires de cette évolution d'ensembles «nets» vers des ensembles «fluides et flous» : aux deux blocs traditionnels dans l'analyse géographique, chacun unifié et distingué de l'autre par le niveau mesurable de développement économique et quelques éléments culturels isolables (langue, religion, institutions politiques), succède une situation beaucoup moins lisible, plus instable, où les limites se multiplient sans coïncider de telle sorte qu'on puisse aisément fixer les lignes de partage ou de rupture. J'insiste sur le fait que ce changement de perspective n'est pas seulement la conséquence d'un changement de situation, mais aussi celle d'une évolution du regard qui porte désormais l'attention sur ce qu'on ne voyait pas. Un exemple : quand l'État-Nation est l'horizon de toutes les analyses, ce sont les contrastes d'un État à l'autre qui focalisent l'attention et réclament des explications ; quand on observe que les contrastes *internes* à un État sont encore

plus forts que ce qui le distingue d'autres États, on est disposé à chercher d'autres processus que ceux qui engagent l'État. Ainsi, il apparaît au Mexique que les différentiels de situation entre le sud plus pauvre (rendu fameux par la rébellion néo-zapatiste au Chiapas) et le nord plus riche, ou entre les campagnes les plus isolées et les métropoles les mieux connectées, sont plus forts que les différentiels moyens nationaux entre Mexique et États-Unis. Ces contrastes sont du même ordre qu'entre les «ghettos» centraux et les banlieues «privilegiées» des métropoles états-uniennes, ou qu'entre le Nordeste brésilien et São Paulo.

Ici, nous allons développer l'analyse à partir de la métropolisation, pour ne parler qu'incidemment de la mondialisation et de la puissance des États. L'hypothèse de départ est que les métropoles émergent aujourd'hui comme des niveaux-clés de l'organisation des espaces et des sociétés parce qu'elles sont les lieux privilégiés d'articulation des multiples temporalités, territorialités et échelles d'action correspondant à une grande variété d'acteurs sociaux.

## LA MÉTROPOLISATION DES AMÉRIQUES

Métropole n'est pas synonyme de ville. Au sens commun, le terme est aujourd'hui réservé à une «grande ville», c'est à dire à un objet urbain caractérisé par un certain nombre d'attributs de la grandeur (nombre d'habitants, compétences administratives, puissance économique, etc.). Dans l'Antiquité grecque, cet terme désignait la cité (*polis*) mère d'une série d'autres cités, c'est-à-dire l'entité politique originelle d'où des colons sont partis pour amener dans un nouveau lieu les principes politiques et les régulations sociales qui la régissait. La colonisation européenne du 19<sup>ème</sup> siècle a étendu la notion à tout le pays d'origine (métropole/mère-patrie) des colons et des expatriés. Au 20<sup>ème</sup> siècle, l'usage du terme s'est recentré sur l'urbain, pour parler de quelque chose qui ne se réduit pas à l'un des autres termes disponibles : ville, cité, agglomération, chef-lieu, municipalité, etc. Dans le cas des Amériques, les métropoles ont en commun leur caractère colonial (dans tous les sens que l'on peut donner à ce terme : origine et développement, structure de la société), qui inverse le sens historique : elles ne sont pas des cités-matrices de la colonisation, mais bien les instruments de celle-ci (Monnet 2000a), qui s'est élargie du Nouveau Monde à l'ensemble du Monde globalisé. Quand il a cherché à conceptualiser la Mégalopolis Atlantique des États-Unis, Jean Gottmann (1961) lui-même est parti du constat que ce nouvel objet géographique, observé à travers les entités admi-

nistratives qui le composent, constituait un horizon géopolitique et économique bien différent.

Aujourd'hui, «métropole» peut servir à désigner un objet urbain dont la caractéristique est de dépasser les limites de la ville :

- dépassement des capacités perceptives de l'individu : à la différence d'autres habitats humains de dimension plus réduite, la métropole est une ville que l'individu ne peut embrasser du regard, ne peut parcourir intégralement, ne peut connaître familièrement dans son ensemble (Monnet 2000b). En allant plus loin, on peut parler de dépassement des capacités cognitives et culturelles, dès lors que les représentations sociales de la métropole en font un objet so-disant inconnaissable, prétendument étranger à «l'échelle humaine», donc monstrueux car représenté comme non «naturel» (Monnet 1993, 1997) ;

- dépassement des limites des unités de gestion/administration du territoire (Jalabert 2001) : dans les Amériques (comme ailleurs le plus souvent), il n'y a pas de métropole qui soit «incarnée» dans un corps politico-administratif qui puisse la représenter comme un tout et une unité ; «Une île/une ville» à Montréal ne correspond pas à l'échelle métropolitaine, pas plus que les districts fédéraux de Mexico et Brasilia, ou le Comté de Los Angeles, etc. ;

- dépassement des possibilités de conceptualisation unitaire, car ne coïncident jamais les limites données par les critères de la continuité du bâti (l'agglomération physique de bâtiments), de l'articulation fonctionnelle (la zone des mobilités routinières pour l'emploi, les services ou la consommation), de «l'aire d'influence» (elle-même différenciée selon que l'on parle des entités politico-administratives dont la métropole serait le chef-lieu, des marchés de tailles très différentes selon le type de biens ou de services fournis par entreprises ou administrations, de l'opinion publique structurée par la sphère médiatique locale, etc.).

Quels que soient les critères utilisés, les limites ou définitions qu'ils permettent d'instruire ne coïncident pas. C'est pourquoi il est vain de proposer une représentation géométrique globale de la métropole, objet flou et fluide s'il en est (tous les objets géographiques ne sont pas flous et fluides : les territoires administratifs sont généralement remarquablement nets et stables, et c'est bien pour cette raison qu'ils ne sont pas tout-à-fait appropriés pour rendre compte et gérer les métropoles). La métropole apparaît donc comme un objet intrinsèquement et spécialement flou, difficile à identifier par les acteurs sociaux concernés et auquel correspond une culture urbaine spécifique, caractérisée par la multiplicité et l'in-

détermination et analysée à travers les catégories du cosmopolitisme (Latouche 1998, Monnet 2000c), de l'hybridité (García Canclini, 1995) ou du métissage (Baby-Collin 2000, Cunin 2000). Cette complexité particulière peut apparaître comme l'instrument de la coexistence de contradictions ou d'oppositions, comme celles de la misère et de la richesse, de la concentration et de la ségrégation.

L'agglomération d'individus dans un espace bâti continu offre l'indicateur le plus commode, car universel et fiable, pour observer les métropoles dans une perspective comparative. De manière approximative, l'espace de population agglomérée donne un bon ordre de grandeur de l'espace fonctionnel d'une métropole (celui des mobilités quotidiennes, des aires d'approvisionnement ou de chalandise, des zones de compétences des diverses administrations), ce qui n'est pas le cas du territoire des entités politiques, toujours plus petit ou plus grand. Le travail d'harmonisation statistique mondiale réalisé par François Moriconi-Ebrard pour la base de données GÉOPOLIS est dans cette perspective d'une immense utilité. Cet auteur propose d'ailleurs une intéressante argumentation au sujet du seuil statistique des deux millions d'habitants agglomérés : cette limite n'aurait jamais été dépassée dans l'histoire de l'urbanisation durant les millénaires précédant la Révolution industrielle du 19<sup>ème</sup> siècle ; depuis Babylone vers 1700 avant J.C. jusqu'à Pékin en 1800 après J.C., la population agglomérée de la plus grande métropole mondiale a oscillé entre 0,3 et 1,3 millions d'habitants. Depuis que cette limite a été dépassée par Londres (1842), Paris (1863), New York (1875), Berlin (1892) et Chicago (1893), 143 autres agglomérations l'ont franchie au cours du 20<sup>ème</sup> siècle (Moriconi-Ebrard 2000, p.13).

Parmi elles, on compte aujourd'hui 41 métropoles des Amériques : 20 dans 9 pays latino-américains (Mexique, Cuba, Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Chili, Argentine, Brésil) et 21 aux Etats-Unis et au Canada (Tableau 1). Trois différentes décennies du 20<sup>ème</sup> siècle concentrent les trois quarts des passages du «seuil métropolitain» de 2 millions : les années quarante, soixante et quatre-vingt. Malgré les grands contrastes économiques, politiques et sociaux qui les distinguent, les métropoles des Amériques présentent une évolution démographique similaire au long du siècle écoulé, avec une véritable «explosion» métropolitaine entre 1940 et 1990 et une forte réduction du nombre de nouvelles métropoles dans la dernière décennie. Cette évolution peut être analysée comme la succession non linéaire de quatre phases qui correspondent à quatre types de métropolisation différents.

**Tableau 1 : Franchissement du seuil des 2 millions d'habitants agglomérés dans les Amériques**  
(données GEOPOLIS, Moricon-Ebrard 2000)

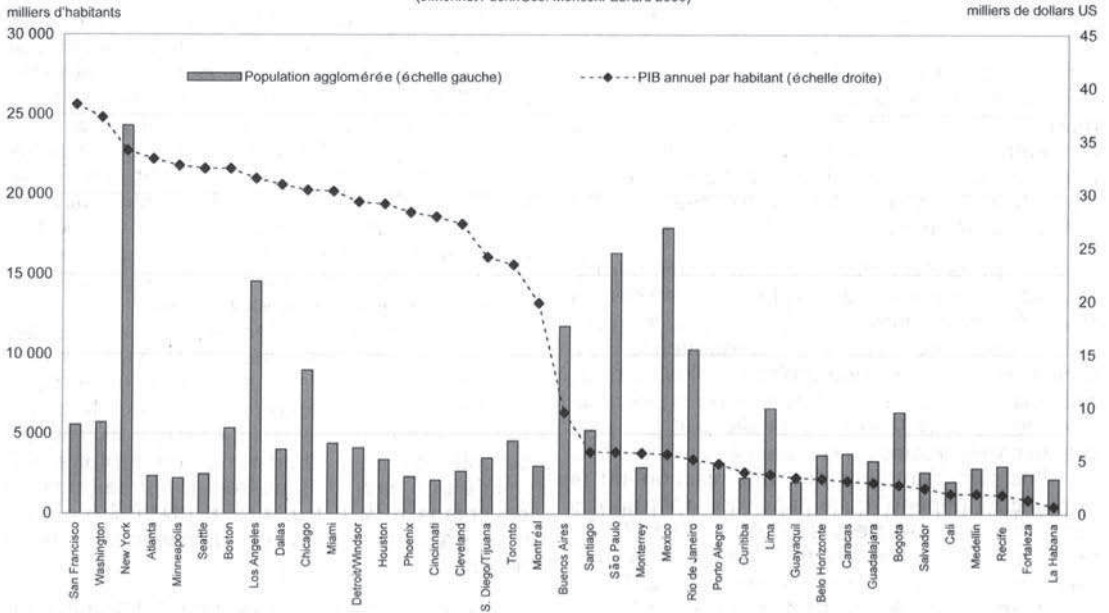
Date	Amérique latine	Etats-Unis et Canada	Nombre
1875		New York	1
1893		Chicago	1
1910s	Buenos Aires (Argentine)		1
1930s	Rio de Janeiro (Brésil)		1
1940s	Mexico (Mexique) São Paulo (Brésil)	Los Angeles San Francisco Boston Detroit	6
1950s	Santiago (Chili)	Montréal	2
1960s	Bogota (Colombie) Lima (Pérou) Caracas (Venezuela)	Washington Toronto Dallas Cleveland	7
1970s		Houston	1
1980s	Belo Horizonte (Brésil) Porto Alegre (Brésil) Recife (Brésil) Salvador (Brésil) Fortaleza (Brésil) Guadalajara (Mexique) Monterrey (Mexique) Medellin (Colombie) La Habana (Cuba)	Miami San Diego Seattle Phoenix Atlanta Minneapolis Cincinnati	16
1990s	Curitiba (Brésil) Cali (Colombie) Guayaquil (Equateur)	Tampa Saint Louis	5

1) *Métropolisation post-coloniale* : cette première phase s'étend des années 1870 aux années 1930. Après New York, Chicago et Buenos Aires apparaissent comme les grandes métropoles associées aux flux migratoires massifs d'Europe en Amérique. Ces deux métropoles ont une situation géographique comparable, dans la mesure où elles constituent des points d'entrée d'importance continentale pour les immigrants européens et les principaux points de convergence du réseau ferré qui fut l'instrument privilégié de l'exploitation «industrielle» des Grandes Plaines au nord et de la Pampa au sud. Avec New York, ces métropoles sont les pôles américains de l'interface majeure de l'économie globale d'alors, l'Océan Atlantique (il semble que le degré d'ouverture des économies nationales était plus grand il y a un siècle qu'aujourd'hui). Rio de Janeiro, capitale du

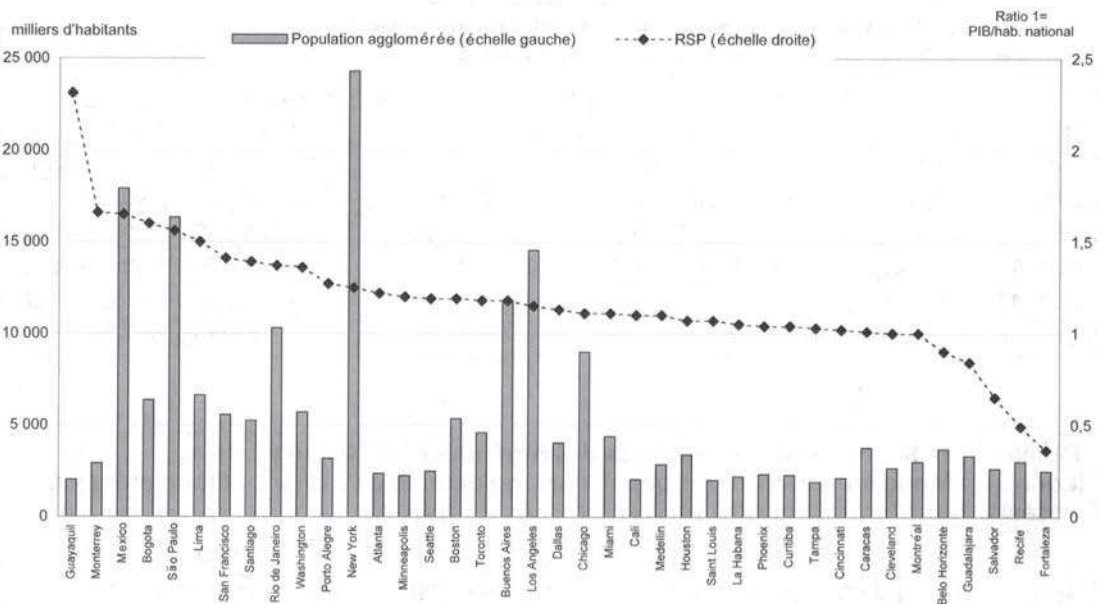
Brésil jusqu'en 1960, apparaît dans une situation intermédiaire entre les phases de métropolisation post-coloniale et nationale.

2) La *métropolisation nationale* correspond à une seconde phase qui s'étendrait des années quarante aux années soixante. En Amérique latine, ce fut l'époque des industrialisations nationales par la politique de «substitution des importations», corrélativement à la consolidation du marché national et de l'État-nation. Dans tous les pays, ce fut alors que la hiérarchie urbaine prend la structure qu'elle a gardé jusqu'à nos jours, autour d'un ou deux centres principaux. Ce fut l'heure de gloire des capitales et de la centralisation, le point culminant de la macrocéphalie urbaine, le moment où les capitales du Mexique, du Chili, de Colombie, du Pérou, du Venezuela et des Etats-Unis entrent dans le groupe des plus

**Graphique 1: Le PIB/habitant dans les métropoles des Amériques en 1995**  
(J.Monnet / données: Moriconi-Ebrard 2000)



**Graphique 2: Ratio de Sur-Production (RSP) des métropoles des Amériques en 1995**  
(J.Monnet / données: Moriconi-Ebrard 2000)



grandes métropoles mondiales. C'est alors que se confirme d'une part la structure bicéphale du Brésil (avec São Paulo qui rejoint Rio de Janeiro alors que s'achève la construction de la nouvelle capitale, Brasilia) et du Canada (Montréal et Toronto), et d'autre part la bipolarisation des

Etats-Unis entre côte est (Boston, Detroit, Cleveland) et côte ouest (Los Angeles y San Francisco).

3) Une phase de *métropolisation régionale* peut être identifiée dans les années 1980. Au Brésil, au Mexique et en Colombie, c'est alors que huit nouvelles métropoles franchissent le seuil des deux

millions d'habitants. Aux Etats-Unis, la métropolisation périphérique se concrétise depuis la Floride (Miami) jusqu'à l'état de Washington (Seattle), en passant par la Géorgie (Atlanta), l'Arizona (Phoenix) et la Californie (San Diego). Les taux de croissance démographique atteignent leur maximum, tandis que l'expansion métropolitaine et la concentration des problèmes s'accompagnent d'une apothéose des discours apocalyptiques anti-urbains nés un siècle avant avec la ville industrielle (Monnet 1993, 1997).

4) *Métropolisation globale* : durant cette dernière phase qui commence dans les années 1990, les taux de croissance démographique se sont réduits dans tous les pays ; en conséquence, il y a moins de nouvelles métropoles de plus de deux millions d'habitants. La réduction de la polarisation de la population nationale par les plus grandes métropoles de chaque pays devient très sensible ; la poursuite de l'urbanisation de la population dépend davantage des métropoles secondaires et des petites villes (Tableau 2). On peut parler de métropolisation «globale» ou «globalisée» pour deux raisons principales. D'une part, la métropolisation affecte globalement toute la hiérarchie urbaine : la complexification socio-spatiale, les processus de conurbation de diffé-

rentes entités politiques et l'indétermination des limites, bref le caractère flou et fluide des objets urbains, deviennent caractéristiques non seulement des plus grandes villes, mais aussi des plus petites. Ainsi, au Mexique, l'institut de statistique (INEGI) en vient à désigner comme «zone métropolitaine» toute agglomération qui s'étend sur plusieurs municipalités, même si elle ne dépasse pas 50 000 habitants. D'autre part, les fondements du développement des métropoles ont évolué, donnant de moins en moins d'importance à leur fonction de «centre» (ou chef-lieu) pour une aire d'influence exclusive (qu'elle soit économique ou politique), et en faisant de plus en plus des nœuds ou des interfaces dans des réseaux d'échanges plus «englobant», supra-régionaux ou internationaux. On peut proposer d'analyser cette évolution en disant que la territorialité des métropoles change : d'une territorialité essentiellement *aréolaire* (avec un territoire assimilé à une aire) elles passent à une territorialité davantage *réticulaire* (avec un territoire qui est structuré comme un réseau de relations, cf. Monnet 1999).

La succession de phases de métropolisation dans les Amériques peut être résumée par l'évolution de la hiérarchie des mégapoles (plus de huit mil-

**Tableau 2 : Evolution de la distribution de la population au Mexique**  
(données INEGI ; entre parenthèses : population en milliers)

	Mexico*	Guadalajara*	Monterrey*	reste de la pop. urbaine**	population rurale	total
1900	2,5 % (344)	0,7 % (101)	0,5 % (62)	24,7 % (3341)	71,6 % (9700)	100 % (13548)
1920	4,3 % (615)	1,0 % (143)	0,6 % (89)	25,3 % (3614)	68,7 % (9800)	100 % (14261)
1940	8,3 % (1644)	1,2 % (229)	0,9 % (186)	24,6 % (4836)	65,0 % (12800)	100 % (19695)
1960	15,4 % (5380)	2,6 % (912)	2,1 % (746)	30,5 % (10655)	49,3 % (17206)	100 % (34899)
1980	19,7 % (13138)	3,4 % (2265)	3,0 % (1988)	40,3 % (26896)	33,6 % (22500)	100 % (66787)
2000	17,6 % (18327)	3,4 % (3553)	3,0 % (3074)	52,3 % (54430)	23,7 % (24643)	100 % (104027)

\*population agglomérée dans la zone métropolitaine / \*\*localités de plus de 2500 habitants agglomérés

**Tableau 3 : la hiérarchie des mégapoles des Amériques au 20ème siècle**  
(données : Moriconi-Ebrard 2000 ; population agglomérée en millions et rang entre parenthèses)

	1900	1920	1940	1960	1980	2000
New York	4,608 (1)	8,047 (1)	10,930 (1)	20,548 (1)	23,084 (1)	24,719 (1)
Mexico	0,419 (5)	0,675 (6)	1,675 (6)	5,976 (5)	14,847 (2)	18,461 (2)
São Paulo	0,240 (6)	0,600 (7)	1,425 (7)	4,126 (7)	12,402 (3)	17,530 (3)
Los Angeles	0,123 (7)	0,839 (5)	2,480 (4)	7,157 (3)	10,735 (4)	15,807 (4)
Buenos Aires	0,850 (3)	2,275 (3)	3,500 (3)	7,060 (4)	10,191 (5)	12,297 (5)
Rio de Janeiro	0,745 (4)	1,325 (4)	2,150 (5)	4,658 (6)	8,985 (6)	10,628 (6)
Chicago	1,838 (2)	3,315 (2)	4,531 (2)	7,602 (2)	8,737 (7)	9,076 (7)

lions d'habitants en 2000) au cours du 20<sup>ème</sup> siècle. New York s'est maintenue loin devant toutes les autres tout au long du siècle, ce qui correspond sans doute au renouvellement de sa capacité à concentrer le maximum de gens, de ressources et d'échanges à travers les différentes phases de métropolisation (Tableau 3). Les changements de position des autres mégapoles sont également significatifs des fondements de leur «fortune». Chicago et Buenos Aires, métropoles post-coloniales typiques, restèrent aux deuxième et troisième places jusqu'aux années cinquante, tandis que Rio de Janeiro fut la quatrième de l'effectif jusqu'aux années 1930. Dans la dernière décennie, ces trois villes se retrouvent finalement très en dessous des chiffres de population de trois agglomérations qui ont «percé» durant la métropolisation nationale : Los Angeles, Mexico et São Paulo. Cette dernière s'est imposée comme le principal point d'interface entre l'économie brésilienne et les marchés supranationaux, qu'ils soient locaux (Mercosur) ou mondiaux. Los Angeles, de son côté, a bénéficié de la reconversion de ses bases fordistes ou étatiques de développement (fondés sur l'industrie pétrolière et le complexe militaro-technologique) pour s'imposer à partir des années 1980 comme la capitale mondiale de l'économie intégrée des loisirs et de l'information (Leriche & Monnet, 2001). Le défi de cette évolution d'une métropolisation nationale vers une métropolisation globale est celui qu'affronte aujourd'hui Mexico (Hancock & Monnet 2001).

On voit qu'à considérer l'histoire de la métropolisation, les cadres d'analyse qu'offrent l'État-Nation ou l'aire culturelle ne présentent qu'une pertinence toute relative pour comprendre les processus d'organisation de l'espace et de production des territoires. Cette première approche peut être confirmée par l'analyse de la richesse ou de la productivité des métropoles.

## LA RICHESSE DES MÉTROPOLIS

Le Produit Intérieur Brut par habitant (PIB/hab.) est un indicateur qui doit être utilisé avec beaucoup de réserve, car son utilité comparative est limitée par l'instabilité du taux de change en dollars états-unis (USD) et sa portée est réduite à la mesure de l'économie formelle (qui peut ne représenter qu'une minorité des activités économiques en Amérique latine). Gardant cela à l'esprit, le PIB/hab. permet cependant d'observer des phénomènes intéressants dans les métropoles des Amériques (Graphique 1). Une vue d'ensemble confirme la distance entre deux mondes économiques : alors que chaque habitant d'une métropole des États-Unis et du Canada bénéficie en moyenne de 30 000 USD/an, ceux qui vivent

dans les métropoles d'Amérique latine doivent se contenter de 4 000 chacun. Bien d'autres indicateurs valident ce différentiel moyen de niveau de vie de 8 à 1 entre le Nord et le Sud des Amériques.

Mais il vaut la peine de ne pas occulter, sous cette énorme différence globale, non seulement d'autres différences mais aussi des similitudes entre toutes les métropoles. D'abord, il ne faudrait pas minimiser les grands contrastes internes à l'Amérique septentrionale : le PIB/hab. de Montréal (19 800 USD) est deux fois moindre que celui de San Francisco (38 400 USD). Cette différence de près de 20 000 dollars est donc bien supérieure aux 10 000 dollars qui séparent Montréal de Buenos Aires (9 500 USD) ! De même, la différence entre le sud (Washington) et le nord (Boston) de la Mégapolis atlantique des États-Unis est de 5 000 USD/hab., soit quantitativement similaire à la différence entre Santiago (5 800 USD) et La Havane (700 USD). Notons enfin les contrastes intérieurs au Brésil, presque aussi forts qu'entre le Chili et Cuba : 5 800 USD/hab. à São Paulo contre 1 300 à Fortaleza.

Ces inégalités n'apparaissent pas de façon aléatoire : il existe une corrélation entre la taille de l'agglomération et son PIB/hab. Au nord, les six métropoles les plus peuplées se trouvent parmi les dix plus «riches». En Amérique latine, la corrélation entre démographie et économie est identique, avec les quatre mégapoles de plus de dix millions d'habitants parmi les six plus riches métropoles ; inversement, les six moins riches ont toutes moins de trois millions d'habitants. Intuitivement, on peut illustrer cette corrélation avec la concentration des catégories sociales les plus aisées de chaque pays dans ses principales métropoles, ce qui contribue à y constituer des marchés locaux de consommation et de service relativement homogènes du nord au sud des Amériques. En conséquence, la corrélation contribue également à réduire, en termes économiques globaux, des contrastes qui demeurent très forts en termes sociaux. En effet, les PIB totaux de Mexico, São Paulo ou Buenos Aires (environ 100 millions de USD en 1995) sont équivalents à celui de Toronto et supérieurs à ceux de onze métropoles états-uniennes (Moriconi-Ebrard 2000), ce qui justifie l'intérêt de nombreux agents économiques pour l'exploitation de ces marchés de consommation (par exemple, depuis une dizaine d'années l'entreprise Carrefour a ouvert de nombreux hypermarchés dans les métropoles latino-américaines)

La «mégapolisation» (Monnet 2000d) n'apparaît donc pas comme une aberration économique ; il existe des logiques sociales qui la nourrissent et dont la dimension économique pourrait être résumée par la formule «*Big is beautiful*» (Pru-d'homme 1996). On peut en déduire que les plus grandes métropoles vont continuer, du nord au

sud des Amériques, à dominer les systèmes productifs nationaux et continentaux, aussi longtemps que leur «volume» économique leur permettra de s'auto-reproduire comme des marchés compétitifs dans le réseau global des échanges. Voyons maintenant si nous ne pouvons pas identifier des facteurs de changement dans la qualité des marchés de main d'œuvre plutôt que dans leur volume.

## LA PRODUCTIVITÉ DES MÉTROPOLES

On peut approcher la «valeur ajoutée» globale d'une métropole à travers son *Ratio de Sur-Production* (RSP). Dans le Monde, la règle empirique est que la production économique par habitant est plus grande dans les métropoles que dans leur pays (avec quelques exceptions, dont nous verrons des exemples en Amérique latine). Le RSP mesure cette «sur-production» en la rapportant à la production nationale moyenne par habitant, qui représente le Ratio 1. Si le RSP d'une métropole est égal à 1, c'est donc que ses habitants ne produisent ni plus ni moins que la moyenne nationale de production par habitant ; un RSP de 0,5 signifie une production par habitant inférieure de 50 % à la moyenne nationale, tandis qu'un RSP de 1,5 représente une production supérieure de 50 % à cette moyenne. La hiérarchisation des métropoles des Amériques selon leur RSP est très prononcée, tout en faisant disparaître la grande division Nord/Sud et en confirmant la corrélation entre taille démographique et richesse économique (graphique 2).

Le RSP maximum est celui de Guayaquil, le principal débouché maritime de l'Equateur : la valeur de 2,31 est exceptionnelle dans les Amériques et ne peut être comparée qu'à des situations africaines ou asiatiques, où l'on trouve des configurations quasi coloniales ou post-coloniales de métropoles qui fonctionnent comme les seuls points de connexion de pays très peu intégrés avec les marchés mondiaux (cf. Moriconi-Ebrard 2000). Le second plus fort RSP des Amériques (Monterrey, 1,66) appartient à une série qui décroît progressivement jusqu'au RSP de Montréal (1) et où se trouvent les plus grandes métropoles d'Amérique latine et la totalité des métropoles du Nord. Le groupe final contient cinq métropoles secondaires, caractérisées par des RSP inférieurs au ratio moyen de production brésilien (Belo Horizonte, Salvador, Recife, Fortaleza) ou mexicain (Guadalajara).

Il est intéressant de remarquer ces importantes différences entre les métropoles d'un même pays, qu'ils s'agisse du Mexique (maxi. 1,66/mini. 0,84), du Brésil (maxi. 1,56/mini. 0,36) ou des

Etats-Unis (maxi. 1,41/mini. 1,0), car elles peuvent illustrer la simultanéité des types de métropolisation dans un même cadre national. Au Brésil, Salvador, Recife et Fortaleza polarisent le *Nordeste*, région la plus pauvre du pays dont les bases économiques agricoles sont en crise depuis plusieurs décennies (Théry 1996, 2000) : ces métropoles régionales continuent à être des refuges face à un exode rural motivé par la misère et la précarité, davantage qu'elles deviennent des puissances économiques attractives. Jusqu'à un certain point, Belo Horizonte est dans la même situation vis-à-vis de sa région minière. De ce fait, ces villes servent de relais pour des flux migratoires à destination des grandes métropoles du *Sureste* (São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre, etc.) et de l'Amazonie. Bien que les contrastes soient moins forts, la situation est comparable au Mexique entre Guadalajara, centre d'une grande région d'économie rurale et de tradition d'émigration vers les États-Unis, et Monterrey ou Mexico, dont le RSP très fort signale qu'ils sont réactualisés comme pôles d'organisation du système productif national et d'articulation aux réseaux d'échanges internationaux.

Aux Etats-Unis, les trois métropoles avec le plus fort RSP sont côtières (San Francisco, Washington et New York), avec des économies fondées sur les activités à haute valeur ajoutée (services aux entreprises, banques et assurances, secteur juridique, administrations centrales, etc.). A l'inverse, les deux dernières de la hiérarchie nationale des RSP, Cleveland et Cincinnati, sont continentales et représentent le cœur historique de l'industrialisation fordiste (*l'ex-manufacturing belt* devenue *rustbelt*). On constatera que les métropoles de la *Sunbelt* (Los Angeles, Phoenix, Dallas, Houston, Tampa, Miami) occupent une position intermédiaire ou inférieure (avec des RSP entre 1,15 et 1,03) que l'on peut mettre en relation avec leur économie fondée en partie sur l'exploitation d'une main d'œuvre précaire et peu qualifiée (travailleurs non syndiqués, immigrants, etc.) dans les industries de l'ameublement, du vêtement, du jouet ou du montage électronique et dans les services touristiques ou domestiques (pour Los Angeles, cf. Leriche & Monnet 2001).

A l'échelle continentale, on peut observer que le poids démographique et le pouvoir politique continuent à avoir de l'importance pour identifier les métropoles les plus productives. Les trois mégapoles les plus peuplées (New York, Mexico et São Paulo) se situent parmi les 12 RSP les plus élevés ( $\geq 1,25$ ), et toutes les agglomérations de plus de dix millions d'habitants ont un RSP  $\geq$  à 1,15. A l'inverse, parmi les 17 RSP  $\leq$  à 1,1 il n'y a pas une seule métropole de plus de 3,8 millions d'habitants. Huit capitales politiques sont présentes dans l'effectif des 41 métropoles des Amé-



riques ; six d'entre elles se situent dans le groupe le plus productif (RSP  $\geq$  1,18) et le plus peuplé (populations agglomérées  $\geq$  5,2 millions). On peut ajouter à ce groupe l'ex-capitale brésilienne Rio de Janeiro (RSP= 1,37/ pop.= 10,3 millions). Les seules exceptions sont Caracas et La Havane, qui ont également en commun d'être riveraines des Caraïbes. On peut ici remarquer l'absence, dans les groupes des métropoles de plus de deux millions d'habitants, des capitales du Canada (Ottawa), de l'Équateur (Quito) et du Brésil (Brasília). Ces trois pays sont aussi ceux qui se caractérisent dans les Amériques par la bicéphalie de leur hiérarchie urbaine. Il y existe, comme aux États-Unis, une nette division du travail entre la capitale politique, centre de l'administration du territoire national, et la métropole économique, interface d'échange avec le monde extérieur. Dans une bien moindre mesure, il apparaît une répartition comparable des tâches au Mexique, entre Mexico et Monterrey, ou en Colombie, entre Bogota et Medellin.

## CONCLUSION

On aura vu que le concept de métropolisation est utile pour rendre compte de certaines réalités géographiques et comprendre l'évolution des grandes villes, à condition de ne pas enfermer au départ l'analyse dans le cadre de l'État-Nation ou de l'aire culturelle. Il apparaît que ces deux niveaux d'organisation de l'écoumène, ces deux horizons essentiels des sociétés humaines, doivent être à leur tour observés comme des réalités fluides et floues, si l'on veut comprendre à la fois leur permanence et leurs changements. Nous devons donner moins d'importance à une vision géométrique de l'espace qui conçoit le territoire comme une surface contenue dans des limites et identifie le centre comme le point de commandement de cet ensemble, pour considérer davantage les phénomènes géographiques dans leurs dimensions dynamiques et changeantes.

Dans cette perspective, la métropole apparaît, dans la phase de métropolisation actuelle, comme un objet géographique aux multiples limites, qui fonctionne comme le centre de diverses aires, comme une interface entre différentes sphères d'activité, comme un nœud dans une variété de réseaux. Ce n'est que de façon très partielle que les aires politico-administratives (qu'elles soient nationales ou locales), qui ont une grande inertie géométrique et sont inscrites dans d'autres dynamiques de changement, peuvent servir à rendre compte du fonctionnement actuel des métropoles et de leurs relations avec les processus de métropolisation et de mondialisation et avec les fondements de la puissance des États.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Baby-Collin, V. (2000). *Marginaux et citoyens. Construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des barrios de Caracas (Venezuela) et des villas d'El Alto de La Paz (Bolivie)*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Toulouse-Le Mirail, 620 p.

Benko, G. & Lipietz, A. (2000), dirs. *La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique*. Paris : PUF (économie en liberté), 564 p.

*Cahiers de géographie du Québec* (2000), numéro spécial «Centralités métropolitaines», vol. 44, n°123 [en ligne:[http://www.fl.ulaval.ca/geo/cgq/textes/vol\\_44/no\\_123/Som123.htm](http://www.fl.ulaval.ca/geo/cgq/textes/vol_44/no_123/Som123.htm)]

Cunin, E. (2000). *Le métissage dans la ville. Apparences raciales, ancrage territorial et construction de catégories à Cartagena (Colombie)*. Thèse de Doctorat de Sociologie de l'Université de Toulouse-Le Mirail. 437 p.

Dollfus, O. (1990). "Le système Monde". In : R. Brunet (dir.), *Géographie Universelle: Mondes nouveaux*, p.273-529, Paris: Hachette/Reclus/ Compagnie Financière de l'Union Européenne.

García Canclini, N. (1995). *Consumidores y ciudadanos. Conflictos multiculturales de la globalización*. México D.F. : Grijalbo, 198 p.

Gottmann, J. (1961). *Megalopolis. The Urbanized Northeastern Seaboard of the United States*. New York : The Twentieth Century Fund.

Hancock, C. & Monnet, J. (2001). «Mexico : vers la fin de la rente de situation nationale». In : Jalabert 2001.

Jalabert, G. (2001), éd. *Portraits de grandes villes : société, pouvoirs, territoires*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail (collection Villes et territoires).

Lasserre, F. (2000). "Internet: la fin de la géographie?", *Cybergeographie* n°141, 31 p. [en ligne : <http://www.cybergeographie.presse.fr/ptchaud/lasser.htm>]

Latouche, D. (1998). «Le retour de l'utopie: cosmopolitisme et urbanité en Amérique du nord». In: Eveno, E., éd., *Utopies urbaines*. Toulouse: Presses universitaires du Mirail (Villes et territoires), p.179-210.

Leriche, F. & Monnet, J. (2001). «Los Angeles : l'industrialisation de l'image et de la culture». In : Jalabert 2001.

- Monnet, J. (1993), *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris : Nathan (Essais & recherches), 224 p.
- Monnet, J. (1997), «Pitié pour les grandes villes». *CYBERGEO* n°16, 3 p. [en ligne : [www.cybergeo.presse.fr/revgeo/geocult/texte/jmonnet.htm](http://www.cybergeo.presse.fr/revgeo/geocult/texte/jmonnet.htm)]
- Monnet, J. (1999). "Globalización y territorializaciones "areolar" y "reticular": Los Angeles y la Ciudad de México." In : *Memorias del V Seminario Internacional de la Red Iberoamericana de Investigadores sobre Globalización y Territorio*. Toluca (México): Universidad Autónoma del Estado de México (CD-ROM).
- Monnet, J. (2000a), dir. *L'urbanisme dans les Amériques. Modèles de ville et modèles de société*. Paris : Karthala, 205 p.
- Monnet, J. (2000b). "La ville comme OSSI (Objet Socio-Spatial Identifiable). Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain". In : J.Monnet & G.Capron (éds.), *L'urbanité dans les Amériques. Les processus d'identification socio-spatiale*. Toulouse : Presses universitaires du Mirail, p.19-39.
- Monnet, J. (2000c). «Modernism, cosmopolitanism and catastrophism in Los Angeles and Mexico City». *CYBERGEO* n°136, 11 p. [en ligne : [www.cybergeo.presse.fr/geocult/texte/monnet2.htm](http://www.cybergeo.presse.fr/geocult/texte/monnet2.htm)]
- Monnet, J. (2000d). «La mégapolisation : le défi de la ville-monde». In : Y. Michaud (dir.), *Université de tous les savoirs, vol. 3 : Qu'est-ce que la société ?*, Paris : Odile Jacob, p.155-168 [en ligne: [http://www.telerama.fr/culturama/ftp/etc/savoirs/ville\\_17/txtmonnet.asp?fr=1](http://www.telerama.fr/culturama/ftp/etc/savoirs/ville_17/txtmonnet.asp?fr=1)].
- Moriconi-Ebrard, F. (2000). *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du Monde*. Paris : Ophrys (Géophrys), 344 p.
- Prévôt-Schapiro, M.F & Rivière d'Arc, H. (2001), dir. *Les territoires de l'état-Nation en Amérique latine (à Claude Bataillon)*, Paris : IHEAL, 318 p.
- Prud'homme, R. (1996). «Mégavilles : économie et gestion». In : Th. Paquot (dir.), *Le Monde des villes. Panorama urbain de la planète*. Bruxelles : Complexe, p.45-77.
- Théry, H. (1996). *Pouvoir et territoire au Brésil. De l'archipel au continent*. Paris: Maison des sciences de l'Homme (col.Brasilia), 232 p.
- Théry, H. (2000). *Le Brésil*. Paris : Armand Colin, 288 p.